

« On veut la bio pour tous »

Les agriculteur-riche-s bio en appellent au soutien des citoyen-nes.

Paris, 05/02/2021. Alors que commencent les tractations pour la prochaine politique agricole commune, qui dureront six mois, nous sommes bien loin des objectifs fixés lors des Etats Généraux de l'alimentation par le chef de l'Etat de 9% de surfaces agricoles biologiques au lieu des 15% annoncés pour 2022 et de 4,5% de produits biologiques en restauration collective au lieu des 20% promis.

Nous avons 6 mois pour que les choses bougent

Si l'objectif de 15% de surfaces bio n'est pas atteint, c'est qu'il relève de l'arbitrage impossible, celui qui nécessiterait de prendre l'argent de la PAC là où il est pour le redistribuer aux systèmes vertueux. « On nous dit qu'il faut amener les surfaces biologiques à 15% et pour faire ça on nous donne 2% du budget de la politique agricole, comment est-ce que ça peut fonctionner ? » explique Guillaume Riou, président de la FNAB.

« Cette fois il va falloir décider, sinon ça va commencer à se voir. L'Europe s'est fixée 25% de bio en 2030, on n'y arrivera pas sans moyens ! La crise environnementale que nous traversons nous le rappelle tous les jours : c'est urgent ! » conclut Guillaume Riou

La FNAB lance la pétition [#OnVeutLaBioPourTous](#)

« On a décidé de lancer une campagne citoyenne pour réveiller l'opinion sur cette question de l'alimentation et de l'agriculture. On ne parle pas juste d'un mode de production, on parle de la santé de nos enfants, on parle de la qualité de notre eau, on parle de notre avenir à tous. Une alimentation bonne pour la santé et bonne pour l'environnement est une des clés pour faire face à la crise sociale et environnementale actuelle. » poursuit Loïc Madeline, secrétaire national en charge de la réforme de la politique agricole commune à la FNAB.



Pour qu'enfin une alimentation de qualité soit accessible à tous et toutes :

- La prochaine politique agricole doit allouer 1 milliard d'euros par an à l'agriculture biologique pendant les cinq années de la future politique agricole ;
- La France doit rattraper les ratés de la loi EGAlim en matière de restauration scolaire et mettre véritablement des moyens pour que tous les enfants aient accès à une alimentation de qualité en augmentant la part de bio à 50%, avec un vrai accompagnement des collectivités et en supprimant le tarif unique.

Contacts :

Guillaume Riou : 06 30 09 56 56

Loïc Madeline : 06 22 30 45 54